

my
report

LIVRE BLANC

**Reporting
extra-financier,
CSRD : comment
simplifier leur
production.**



myreport.fr

Sommaire.

Introduction	3
Pourquoi est-ce devenu un sujet incontournable ?	5
Une contrainte ou une opportunité ?	10
Les données clés et où les trouver	14
Comment simplifier la production de ce reporting	21
Cas pratique	28
Conclusion	34

Introduction

01

Rappel des concepts et des acronymes.

Avant de plonger dans le sujet du reporting extra-financier, il est essentiel de clarifier certains concepts clés et acronymes fréquemment utilisés.

Le **reporting extra-financier** est un terme générique qui désigne la publication d'informations non financières sur la performance d'une entreprise. Il permet d'évaluer son impact environnemental, social et de gouvernance.

Ces informations sont **structurées autour de trois piliers**, souvent regroupés sous l'acronyme **ESG** :

- **E pour Environnement** : consommation d'énergie, émissions de CO₂, gestion des déchets...
- **S pour Social** : diversité, conditions de travail, formation, bien-être des collaborateurs...
- **G pour Gouvernance** : transparence, éthique des affaires, gestion des risques...

Ainsi, lorsque l'on parle de **reporting ESG**, on fait référence aux **types de données collectées** plutôt qu'à une obligation légale.

Les cadres réglementaires du reporting extra-financier.

Pour certaines entreprises, il existe aussi des cadres réglementaires qui l'encadrent, notamment :

- **DPEF (Déclaration de Performance Extra-Financière)** : en vigueur depuis 2014, cette obligation concerne principalement les **grandes entreprises** et impose la publication d'un rapport structuré sur leurs performances environnementales, sociales et de gouvernance.
- **CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive)** : entrée en application en 2024, cette directive européenne **étend considérablement le champ d'application du reporting extra-financier**, rendant obligatoire la publication de données ESG pour un plus grand nombre d'entreprises, y compris certaines PME.

L'objectif de ces réglementations est d'**harmoniser la communication des entreprises sur leurs engagements et leurs impacts ESG**, afin de renforcer la **transparence** et de permettre aux parties prenantes (investisseurs, clients, partenaires) d'avoir une vision fiable et comparable de leur performance extra-financière.

Dans ce contexte de réglementation accrue et d'exigences de transparence, comment les entreprises peuvent-elles simplifier la production de ces rapports tout en garantissant la fiabilité et la conformité des informations ?

**Pourquoi est-ce
devenu un sujet
incontournable ?**

02

Le reporting extra-financier est aujourd'hui incontournable en entreprise. Mais son importance ne repose pas uniquement sur des obligations légales : il s'impose également sous la pression des parties prenantes et comme un levier stratégique de compétitivité.

1. Une obligation légale qui s'étend à un nombre croissant d'entreprises.

Depuis plusieurs années, certaines entreprises sont tenues de publier un reporting extra-financier. Avec l'arrivée de la directive européenne CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive), cette obligation s'applique désormais à un plus grand nombre d'acteurs économiques.

Voici un aperçu des entreprises concernées par la réglementation :

- **Grandes entreprises (> 500 salariés)** : déjà soumises au reporting via la **DPEF** (Déclaration de Performance Extra-Financière).
- **Entreprises de > 250 salariés ou réalisant un CA > 40 M€** : seront concernées par la **CSRD dès 2025** pour les données de l'exercice 2024.
- **PME cotées en bourse** : obligation applicable à partir de **2026** (pour les données de 2025).

Si vous souhaitez vérifier si votre entreprise est concernée par cette réglementation, **le site du gouvernement** présente un guide détaillé :

[Consulter les critères d'application de la CSRD](#)

2. Une exigence croissante des parties prenantes.

Même si votre entreprise n'est pas directement soumise à la CSRD, il est fortement probable que vous deviez tout de même produire un reporting ESG pour répondre aux attentes de vos clients, partenaires financiers ou institutions.

Quelques exemples concrets :

Clients et grands donneurs

d'ordres :

- De plus en plus d'entreprises exigent de leurs fournisseurs un reporting carbone ou des engagements RSE concrets.
- Les chaînes d'approvisionnement doivent prouver leur conformité aux critères environnementaux et sociaux.

Banques et investisseurs :

- L'accès aux financements devient conditionné à des performances ESG vérifiables.
- Les notations extra-financières influencent les décisions d'investissement et les taux d'emprunt.

Appels d'offres publics

- Les critères RSE sont désormais intégrés dans de nombreux marchés publics.
- Un reporting ESG structuré peut faire la différence dans l'attribution d'un contrat.



3. Une démarche volontaire aux multiples bénéfices.

Enfin, certaines entreprises choisissent de publier un reporting ESG sans y être contraintes. Pourquoi ? Parce que c'est un levier stratégique qui peut apporter des avantages compétitifs :

- **Valoriser son engagement RSE** auprès de ses clients et partenaires.
- **Améliorer son image de marque** et renforcer la confiance des consommateurs.
- **Se préparer aux futures obligations** et éviter une mise en conformité précipitée.
- **Optimiser ses process internes** en identifiant les axes d'amélioration en matière d'impact environnemental, social et de gouvernance.



Une contrainte ou une opportunité ?

03

Si certaines entreprises disposent de profils spécialisés pour structurer leur reporting ESG, dans la majorité des cas – notamment dans les PME – cette responsabilité incombe au **Directeur Administratif et Financier (DAF)**. Ce n'est pas un hasard : il possède déjà **les compétences et les outils** pour organiser, fiabiliser et exploiter ces données stratégiques.

Mais loin d'être une simple contrainte, cette mission représente également **une opportunité stratégique** pour le DAF, qui voit son rôle évoluer vers un **pilotage plus global et transverse** de l'entreprise.

1. Les profils spécialisés dans certaines entreprises.

Dans certains grands groupes, le reporting extra-financier est confié à des **profils dédiés**, principalement dans des organisations fortement réglementées ou engagées dans une démarche RSE avancée.

Les principaux profils impliqués dans le reporting ESG :

Le Responsable RSE

(Responsabilité Sociétale

des Entreprises) :

chargé de structurer la démarche ESG, d'assurer la conformité réglementaire et de piloter les actions de développement durable.

Le Directeur du Développement

Durable :

rôle plus stratégique, il définit la politique ESG de l'entreprise et veille à son intégration dans la vision globale.

Le Responsable de la Conformité

/ Risk Manager :

souvent impliqué dans la supervision des risques ESG, notamment pour s'assurer que l'entreprise respecte les exigences réglementaires et les attentes des investisseurs.

Cependant, ces fonctions restent **majoritairement présentes dans les grandes entreprises**, et beaucoup plus rares dans les **PME et ETI**.

La DRH

peut également jouer un rôle clé dans la gestion du reporting ESG, notamment sur les volets **sociaux et gouvernance**. En tant que garante des politiques RH et du bien-être des collaborateurs, elle dispose d'une vision transversale sur plusieurs indicateurs ESG majeurs : **diversité et inclusion, formation, conditions de travail, santé et sécurité au travail, attractivité et fidélisation des talents**.

De plus, la DRH est souvent en première ligne pour répondre aux exigences croissantes des parties prenantes (investisseurs, partenaires, candidats) en matière de **politique sociale et de responsabilité d'entreprise**.

Son expertise en gestion des données sociales et en conformité réglementaire (ex. index égalité hommes-femmes, reporting RSE) en fait un profil pertinent pour structurer et piloter une partie du reporting ESG.

Toutefois, la **dimension financière et réglementaire du reporting extra-financier** nécessite une étroite collaboration avec la direction financière. Dans certaines entreprises, c'est donc une **démarche conjointe** entre le DAF et la DRH, chacun apportant son expertise pour garantir un reporting fiable et stratégique



2. Pourquoi le reporting ESG revient souvent au DAF ?

Dans les PME et ETI, l'absence d'une équipe dédiée signifie que la responsabilité du reporting ESG **retombe naturellement sur le DAF**. Mais ce n'est pas seulement une question de disponibilité : il **possède des compétences clés** qui font de lui le **profil idéal** pour structurer et piloter cette démarche.

Trois raisons majeures qui placent le DAF en première ligne :

1

Il a une culture du chiffre et de la performance

Le reporting ESG repose sur **des indicateurs précis et quantifiables**. Or, les équipes financières sont **déjà habituées à produire et analyser des données de performance**. Cette rigueur dans la gestion des chiffres est essentielle pour garantir **la qualité, la fiabilité et la traçabilité des données ESG**.

2

Il maîtrise les flux financiers et les processus de reporting

Le DAF est l'interlocuteur privilégié des **auditeurs, investisseurs et organismes de contrôle**. Il applique déjà **des standards réglementaires stricts** dans le reporting financier, ce qui lui donne une légitimité naturelle pour transposer ces méthodologies aux obligations **extra-financières**.

3

Il est au cœur des flux d'information de l'entreprise

Le reporting ESG implique de **croiser des données issues de multiples services**:

RH (diversité, formation, conditions de travail)

Achats (politique fournisseurs, empreinte carbone)

Production (consommation énergétique, gestion des déchets)

Direction Générale (stratégie de gouvernance, conformité réglementaire)

Le DAF est **déjà en interaction avec l'ensemble de ces départements** et sait **centraliser, structurer et exploiter ces données** pour en faire **un outil d'aide à la décision**.

En résumé, le DAF ne part pas de zéro. Il possède déjà les méthodologies, les outils et l'expérience pour structurer le reporting ESG et en assurer la fiabilité.

3. Une opportunité stratégique pour le DAF et l'entreprise.

Au-delà de cette responsabilité technique, le reporting extra-financier représente **une opportunité majeure** pour le DAF. Loin d'être une simple contrainte réglementaire, c'est un levier stratégique qui lui permet de renforcer son rôle au sein de l'entreprise.

Trois opportunités clés pour le DAF :

1

Développer un rôle transversal et stratégique

Le reporting ESG oblige le DAF à **collaborer avec toutes les directions** : RH, Achats, IT, RSE... Il devient un **véritable chef d'orchestre**, intégrant les enjeux ESG dans la vision globale de l'entreprise. Son rôle évolue, **il prend part aux décisions stratégiques et renforce son leadership interne.**

2

Être le garant d'une vision globale de l'entreprise

Traditionnellement, le DAF est un **expert des chiffres passés**. Avec le reporting ESG, il devient aussi un pilote de l'avenir, capable **d'anticiper les risques et opportunités liés aux enjeux extra-financiers.**

Exemples :

- Anticiper **l'impact financier d'une réglementation environnementale** sur les coûts de production.
- Identifier des **opportunités d'optimisation énergétique** pour améliorer la rentabilité.
- Détecter des **risques liés à la réputation** et adapter la stratégie de l'entreprise.

3

Moderniser la gestion des données et des outils de reporting

Le reporting ESG met en lumière un enjeu clé : la gestion des données. Pour répondre aux exigences réglementaires, il faut être capable de :

- **Collecter** les bonnes données, issues de multiples sources.
- **Automatiser** les reportings pour éviter les erreurs manuelles.
- **Fiabiliser et tracer** les indicateurs ESG pour garantir leur conformité.

En structurant cette démarche, le DAF devient un moteur de transformation, contribuant à moderniser les outils de reporting et à optimiser la gestion des données dans l'ensemble de l'entreprise.

Découvrez notre **livre blanc sur les DAF 2.0** qui vous explique **gagner en temps et en fiabilité.**

Les données clés et où les trouver

04

Le reporting extra-financier repose sur **trois grands piliers**, appelés **ESG (Environnement, Social et Gouvernance)**. Chacun d'eux regroupe des indicateurs permettant **d'évaluer l'impact et la performance de l'entreprise** sur son écosystème.

Ces trois dimensions sont **indissociables** : une entreprise ne peut pas être performante durablement si elle ne prend pas en compte **son impact écologique, ses engagements sociaux et la transparence de sa gouvernance**.

1. Pilier Environnement : mesurer l'impact écologique de l'entreprise.

Le **pilier environnemental** concerne toutes les informations liées à **l'empreinte écologique de l'entreprise**, notamment sa consommation de ressources naturelles, ses émissions de gaz à effet de serre et sa gestion des déchets.

L'objectif est d'évaluer et de **réduire les impacts environnementaux** en mettant en place des stratégies d'optimisation et de transition vers des pratiques plus durables.

Exemples d'indicateurs environnementaux :

- 1. Consommation d'énergie**
(électricité, gaz, carburant) en kWh.
- 2. Émissions de gaz à effet de serre**
(CO₂ – Scopes 1, 2 et 3).
- 3. Taux de recyclage des déchets**
(%) et volume total généré (tonnes).
- 4. Consommation d'eau**
(m³) et ratio par unité produite.
- 5. Utilisation de matières premières recyclées ou renouvelables**
(% du total).
- 6. Empreinte carbone du transport et logistique**
(émissions liées aux déplacements et aux expéditions).



Pourquoi ces indicateurs sont essentiels ?

Ils permettent aux entreprises de suivre leurs engagements de **réduction des émissions carbone**, d'optimisation des ressources et de mise en conformité avec les réglementations environnementales. Plus pragmatiquement, le suivi de ces KPI peut également permettre de réaliser des économies sur des postes de dépenses peu monitorés

Où les trouver ?

- ERP
- Factures fournisseurs (énergie, eau)
- Logiciels de gestion de bâtiments (BMS)
- Bilan carbone (prestataire externe)
- Logiciel de gestion de flotte
- Logiciels de gestion des déchets

Interlocuteurs

- Service Achats
- Services Généraux
- Responsable HSE
- Prestataires environnement

2. Pilier Social : piloter les conditions de travail et l'engagement des collaborateurs.

Le **pilier social** évalue l'impact de l'entreprise **sur ses collaborateurs et la société au sens large**. Il couvre des aspects clés tels que **les conditions de travail, la diversité, la formation et la santé des employés**.

Un bon suivi des indicateurs sociaux permet d'anticiper **les risques sociaux**, de renforcer **l'engagement des salariés** et d'améliorer **l'attractivité de l'entreprise**.

Exemples d'indicateurs sociaux :

1. Effectif total et répartition par genre
(% hommes / femmes).

2. Taux d'absentéisme
(%) et nombre moyen de jours d'absence par employé.

3. Nombre d'accidents du travail
(fréquence et gravité).

4. Taux de formation des collaborateurs
(% des employés ayant suivi une formation).

5. Écart de rémunération entre hommes et femmes (%).

6. Taux d'engagement des employés
(via enquêtes internes de satisfaction).

Pourquoi ces indicateurs sont essentiels ?

Ils permettent de suivre l'évolution des **conditions de travail et de la diversité**, tout en identifiant **les axes d'amélioration pour favoriser le bien-être et la rétention des talents**.

Où les trouver ?

- SIRH
- Logiciels de gestion des temps
- Tableaux Excel des RH
- Outils QHSE (Enablon, Quentic)
- ERP ou autre pour suivi des budgets formation
- Enquêtes internes

Interlocuteurs

- DRH
- Responsable QHSE
- Service Formation

3. Pilier Gouvernance : garantir la transparence et l'éthique d'entreprise.

Le **pilier gouvernance** mesure la **qualité de la gestion et de la transparence** de l'entreprise. Il englobe la structure du **Conseil d'Administration**, les **pratiques éthiques**, la **gestion des risques** et la **conformité réglementaire**.

Un bon pilotage des indicateurs de gouvernance permet de renforcer **la confiance des investisseurs, des clients et des collaborateurs**.

Exemples d'indicateurs de gouvernance :

1. Taux de présence des femmes au Conseil d'Administration (%).

2. Part d'administrateurs indépendants au sein du CA (%).

3. Nombre d'incidents de non-conformité signalés (éthique, corruption, protection des données).

4. Existence d'une politique anti-corruption (Oui/Non).

5. Nombre de formations sur la conformité et l'éthique suivies par les employés..

6. Score de transparence et de gouvernance dans les évaluations ESG (notation extra-financière).

Pourquoi ces indicateurs sont essentiels ?

Ils permettent de garantir **une gestion responsable et transparente**, réduisant ainsi les risques juridiques et améliorant la réputation de l'entreprise.

Où les trouver ?

- Documents juridiques (rapport annuel)
- Logiciels de gestion des risques
- CRM pour les relations avec les parties prenantes
- Outils de conformité (LexisNexis, SAP GRC, outils juridiques).

Interlocuteurs

- Direction Générale
- Secrétariat Général
- Responsable Conformité

On voit donc que les données ESG sont dispersées dans plusieurs départements, outils et même chez des prestataires externes. Le défi pour le DAF est de centraliser ces informations de manière fiable et automatisée.



Le principe de double matérialité.

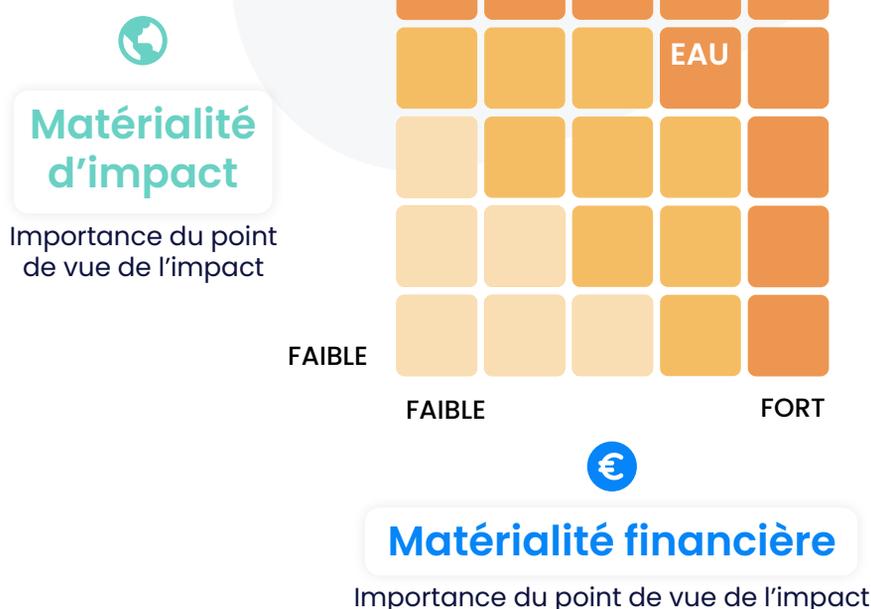
On ne peut pas parler de la CSRD sans parler du concept de **double matérialité**. C'est un principe central de la directive qui exige que les entreprises analysent leurs données ESG sous **deux perspectives complémentaires** :

Matérialité financière :

Comment les **facteurs ESG influencent l'entreprise** ?

Matérialité d'impact :

Comment **l'entreprise influence l'environnement et la société** ?



Quelques exemples :

Matérialité financière

- Les nouvelles réglementations sur le carbone augmentent les coûts de production.
- La mauvaise gestion de la diversité peut nuire à la réputation et affecter l'attractivité RH.
- Les risques climatiques (inondations, sécheresses) perturbent les chaînes d'approvisionnement.

Matérialité d'impact

- L'entreprise émet-elle des gaz à effet de serre en quantité significative ?
- Sa politique de rémunération favorise-t-elle l'égalité hommes-femmes ?
- L'entreprise impacte-t-elle la biodiversité par l'usage de ses matières premières ?

Pourquoi c'est un changement clé avec la CSRD ?

Contrairement aux anciennes normes (DPEF, NFRD), la CSRD impose aux entreprises de considérer ces deux dimensions et de justifier leur impact ESG avec des données consolidées et vérifiables, sous peine de non-conformité.



Comment simplifier la production de ce reporting

05

1. Les 4 défis majeurs de la production des indicateurs ESG.

La collecte et l'exploitation des **données ESG** ne sont pas des tâches anodines. **Même si ces données existent déjà dans l'entreprise, elles sont souvent éparpillées entre différents services et outils**, ce qui complique leur consolidation et leur mise en conformité avec les réglementations en vigueur.

Produire un reporting ESG fiable et pertinent nécessite donc de relever **quatre défis majeurs** :

1 Des données dispersées entre plusieurs outils et services.

Les informations nécessaires au reporting ESG sont réparties dans plusieurs systèmes internes et parfois même externes :

- **ERP** pour les consommations énergétiques et les flux d'achats.
- **SIRH** pour les données sociales (effectifs, absentéisme, formations).
- **Logiciels de gestion des déchets ou bilan carbone** pour les indicateurs environnementaux.
- **Fichiers Excel manuels** utilisés par différents départements.
- **Prestataires externes** qui fournissent certaines données (consultants RSE, agences de notation extra-financière).

Pourquoi c'est un problème ?

Cette fragmentation complique l'accès aux informations et **rend la consolidation des indicateurs fastidieuse et source d'erreurs.**

Voici les **5 difficultés** à dépasser pour créer un reporting clair, fiable et utile.

2

Des processus manuels chronophages et inefficaces.

Sans outil adapté, la collecte et la consolidation des indicateurs ESG reposent souvent sur des méthodes artisanales, notamment :

- **Des extractions de données** depuis différents logiciels et bases.
- **Des copier-coller** entre fichiers Excel, avec des risques élevés d'erreurs humaines.
- **Une consolidation manuelle** des chiffres dans des reportings statiques.

Pourquoi c'est un problème ?

Ces tâches répétitives sont **consommatrices de temps**, peu fiables et difficiles à auditer. Un simple changement de périmètre ou une mise à jour d'un indicateur peut nécessiter **de repartir de zéro, ce qui ralentit la production du reporting.**



3

Une fiabilité et une traçabilité des données difficiles à garantir.

Un reporting ESG performant repose sur des données exactes et traçables. Or, sans un système structuré :

- Il est **difficile de garantir l'exactitude des indicateurs.**
- En cas d'erreur, **retrouver la source d'une anomalie devient un casse-tête.**
- Il n'existe **pas toujours de mécanismes de contrôle ou d'historisation des modifications.**

Pourquoi c'est un problème ?

L'absence de traçabilité et de contrôle qualité des données peut **fragiliser la crédibilité du reporting ESG**, en particulier lors d'un audit ou d'une vérification par des investisseurs ou des organismes réglementaires.



4

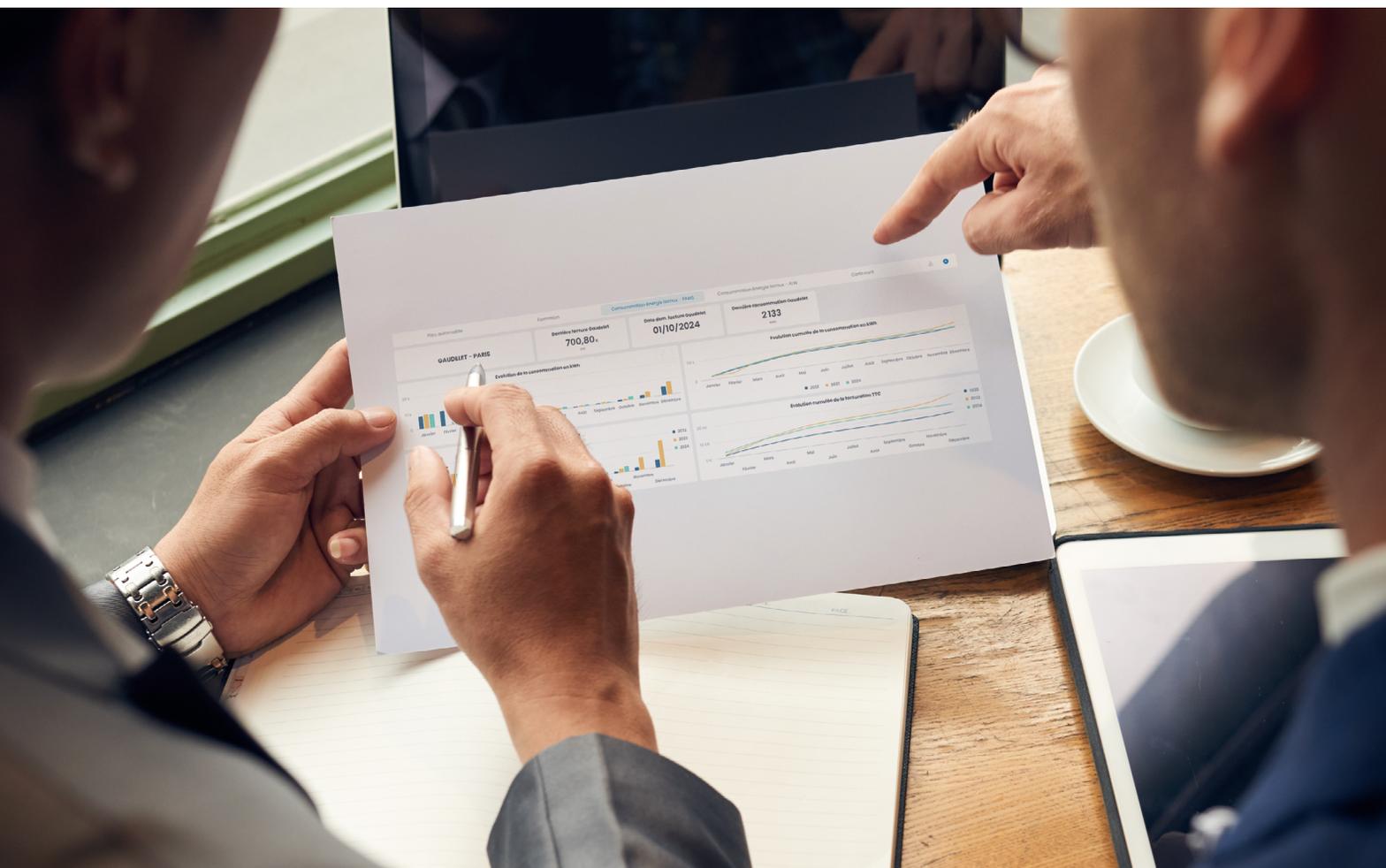
Une complexité réglementaire en constante évolution.

Les exigences en matière de reporting extra-financier évoluent rapidement, avec des réglementations de plus en plus strictes, telles que :

- **La CSRD (Corporate Sustainability Reporting Directive)**, qui élargit considérablement le périmètre des entreprises soumises à une obligation de reporting.
- **La Taxonomie verte européenne**, qui impose de justifier la part des activités économiques considérées comme durables.
- **Des attentes accrues des investisseurs et parties prenantes**, qui exigent des informations détaillées et comparables sur les engagements ESG.

Pourquoi c'est un problème ?

Les entreprises doivent être capables d'**adapter rapidement leurs reportings**, sous peine de **non-conformité et de perte de crédibilité**. Cela implique une **grande flexibilité** dans la collecte et la structuration des données ESG.



2. Comment relever ces défis avec un outil de reporting comme MyReport ?

1

Centralisation des données : un référentiel unique pour piloter votre ESG.

L'un des principaux défis du reporting ESG est que les données sont **éparpillées entre plusieurs services et outils**. Sans consolidation efficace, il est difficile d'obtenir une **vue globale et fiable** des indicateurs extra-financiers.

Un outil de reporting permet de **connecter et centraliser** ces données en un seul endroit, garantissant ainsi **cohérence, accessibilité et gain de temps**.

Les 3 bénéfices clés de la centralisation :

Connectivité multi-sources

- Connexion aux **ERP (Sage, SAP), SIRH, logiciels comptables, bases de données, fichiers Excel et outils externes**.
- Intégration fluide avec les logiciels métiers existants, évitant les extractions manuelles fastidieuses.

Vue unifiée et mise à jour en temps réel

- Toutes les données ESG regroupées **dans un seul et même environnement**.
- Possibilité de croiser des informations venant de sources multiples pour **analyser des tendances et détecter des écarts**.

Suppression des silos

- Fini les **données dispersées** entre services et les consolidations manuelles sous Excel.
- Les informations sont accessibles **en temps réel** et mises à jour de manière sécurisée.



Avec des données centralisées dans une **entrepôt de données unique**, vous créez un **référentiel unique pour tous les collaborateurs**. La source de vérité est la même pour toutes les analyses, terminées les réunions ou il y a trois CA différents !



2

Automatisation des reportings : un gain de temps et de précision.

Sans outil dédié, le reporting ESG repose sur des **tableaux Excel mis à jour manuellement**, entraînant **une perte de temps et un risque d'erreurs élevé**.

Avec un **outil d'analyse et de reporting**, il devient possible de **générer automatiquement des tableaux de bord ESG dynamiques** et d'intégrer un système d'alertes intelligentes.

Les 3 bénéfices clés de l'automatisation :

Modèles de rapports personnalisables

- Création **automatique** de **tableaux de bord ESG interactifs** et sur mesure.
- Génération de **rapports standardisés** conformes aux exigences réglementaires (CSRD, Taxonomie verte...).



Avec des données centralisées dans une **entrepôt de données unique**, vous créez un **référentiel unique** pour tous les collaborateurs. La source de vérité est la même pour toutes les analyses, terminées les réunions ou il y a trois CA différents !

Mises à jour en un clic

- **Rafraîchissement automatique** des indicateurs dès qu'une nouvelle donnée est ajoutée.
- **Suppression du risque d'erreurs** liées aux copier-coller et manipulations manuelles.

Alertes et notifications en cas

d'anomalies

- **Surveillance proactive** des **seuils critiques** (ex. : dépassement des émissions de CO₂).
- Possibilité d'activer un **plan d'action** en fonction des indicateurs.



3

Fiabilité et traçabilité des données : un gage de conformité et de crédibilité.

Un reporting ESG efficace ne se limite pas à collecter des données : il faut aussi **garantir leur exactitude et leur traçabilité**, notamment en cas d'audit ou d'évaluation par des investisseurs.

Un outil de reporting intègre **des mécanismes avancés de contrôle et d'historisation des données**, permettant d'éviter les erreurs, les incohérences et les approximations.

Les 3 bénéfices clés en matière de fiabilité et de conformité :

Contrôles de cohérence automatisés

- Détection des **anomalies** et mise en place d'alertes en cas d'incohérences.
- Possibilité de créer **des règles de validation** pour fiabiliser les chiffres.



Ces fonctionnalités permettent de structurer un reporting ESG fiable, robuste et conforme aux normes, tout en minimisant le risque d'erreurs et de contestations.

Historisation des données et suivi

des modifications

- Conservation d'un **historique précis des indicateurs ESG**.
- Possibilité de remonter **à la source de chaque donnée en cas d'audit**.

Sécurisation et gestion fine des accès

- Définition des **rôles et droits d'accès** en fonction des utilisateurs (DAF, RH, RSE...).
- Sécurisation des informations sensibles pour garantir **confidentialité et intégrité** des données ESG.



Cas pratiques

06

1. Transports **EYCHENNE**

Anticiper les exigences ESG pour rester compétitif.

Transports Eychenne est une PME familiale française spécialisée dans le transport routier. Avec 350 collaborateurs, un chiffre d'affaires de 45M€ et une flotte de 235 moteurs et 365 remorques, l'entreprise est un acteur clé de la logistique en France.

Un secteur sous pression réglementaire et client

Bien que non concernée pour le moment par la CSRD, Transports Eychenne évolue dans un secteur où les enjeux ESG sont particulièrement présents. En tant que **gros consommateur d'énergie** et acteur majeur de la chaîne logistique, l'entreprise doit répondre à des **exigences croissantes en matière de reporting environnemental et social**, imposées notamment par ses clients.

Un enjeu commercial stratégique :

ses grands clients, soumis à la CSRD, exigent des engagements ESG concrets de leurs fournisseurs. **Sans reporting structuré, Transports Eychenne risque d'être disqualifié des appels d'offres** et de voir son accès au marché se réduire drastiquement.

Les bénéfices concrets de MyReport :

- **Centralisation et croisement des données** issues de différents outils.
- **Homogénéisation des indicateurs** pour une analyse plus précise.
- **Production de reportings automatisés et fiables** pour répondre aux demandes des clients.



Les indicateurs ESG suivis grâce à MyReport :

- Consommation de carburant des véhicules
- Nombre de kilomètres parcourus
- Tonnage des marchandises transportées

Un impact direct sur la performance et la compétitivité

Dans un secteur où **les marges sont extrêmement faibles**, chaque optimisation compte. **Avoir des indicateurs précis permet à Transports Eychenne de piloter avec finesse ses coûts, son empreinte carbone et son efficacité opérationnelle.**

En structurant son reporting ESG dès maintenant, Transports Eychenne ne se contente pas de répondre aux attentes de ses clients : elle sécurise son avenir sur un marché de plus en plus exigeant.

2. MyReport : structurer son propre reporting ESG.

Si nous accompagnons nos clients dans la mise en place de leur reporting ESG, nous avons également dû **structurer notre propre démarche**.

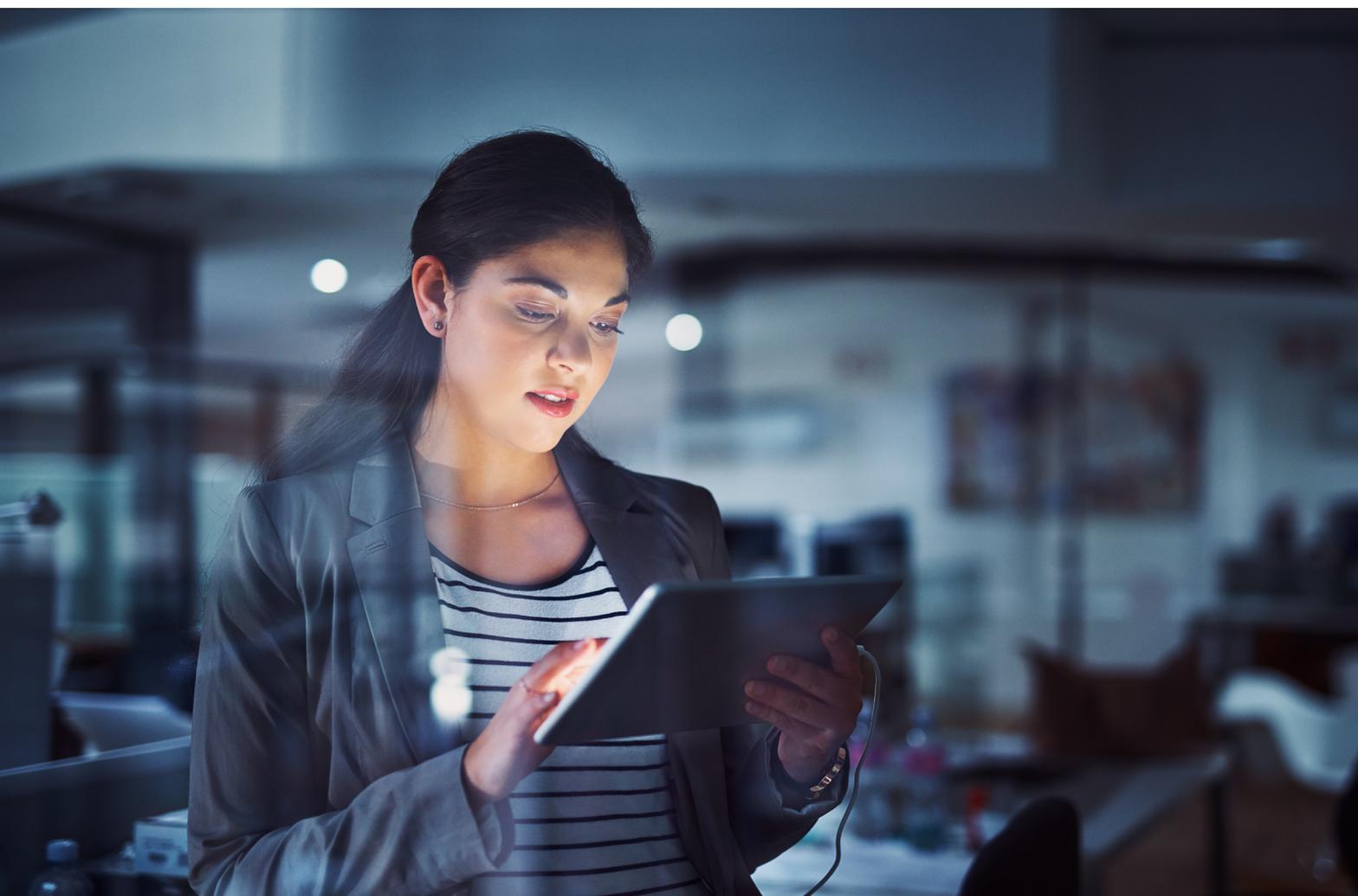
Comme **Transports Eychenne**, nous ne sommes **pas encore concernés par la CSRD**. Pendant longtemps, nous ne suivions **aucun indicateur ESG**, faute d'obligation réglementaire ou de demande spécifique.

Le déclic :

L'entrée d'un investisseur au capital de MyReport a été un tournant. Il nous a **demandé de sélectionner des indicateurs ESG pertinents** pour structurer notre première démarche de reporting extra-financier. Nous avons donc identifié **trois axes prioritaires**,

à la fois **impactants pour l'entreprise et engageants pour nos collaborateurs** :

- **Le parc automobile**
- **La consommation d'énergie**
- **La formation et le développement des compétences**



1

Parc automobile : réduction des risques et impact environnemental.

Nous avons choisi de suivre deux indicateurs clés :

- **L'hybridation du parc automobile** : suivi du nombre de véhicules hybrides ou électriques dans notre flotte.
- **La sinistralité** : analyse des incidents et accidents pour sensibiliser nos collaborateurs à une conduite plus responsable.



Les bénéfices de ce suivi :

Enjeu humain :

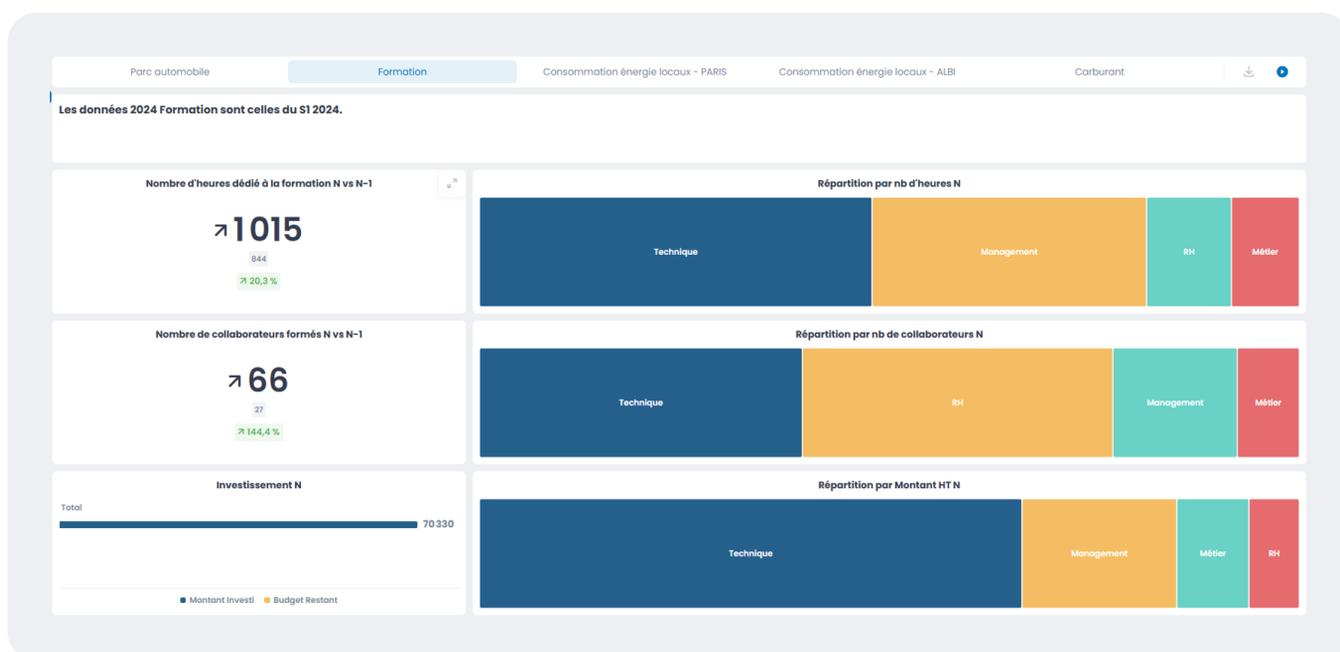
Réduction des accidents et responsabilisation des collaborateurs.

Enjeu financier :

Diminution des primes d'assurance grâce à une gestion optimisée du risque.

Données utilisées :

- ERP (module parc automobile) pour suivre l'hybridation du parc.
- Fichier Excel consolidé avec MyReport pour analyser les incidents.
- Suivi complémentaire des **frais kilométriques via le SIRH** pour affiner l'analyse.



2

Consommation d'énergie : piloter et réduire notre empreinte.

Objectif : mieux comprendre notre consommation énergétique pour identifier des leviers d'économies.

Nous avons mis en place un suivi régulier des **quantités d'énergie consommées** et de leur coût, afin de :

- Mettre en place des **actions d'optimisation**.
- Comparer **les tendances de consommation** sur plusieurs périodes.
- Réagir rapidement aux **éventuelles hausses anormales**.



Les bénéfices de ce suivi :

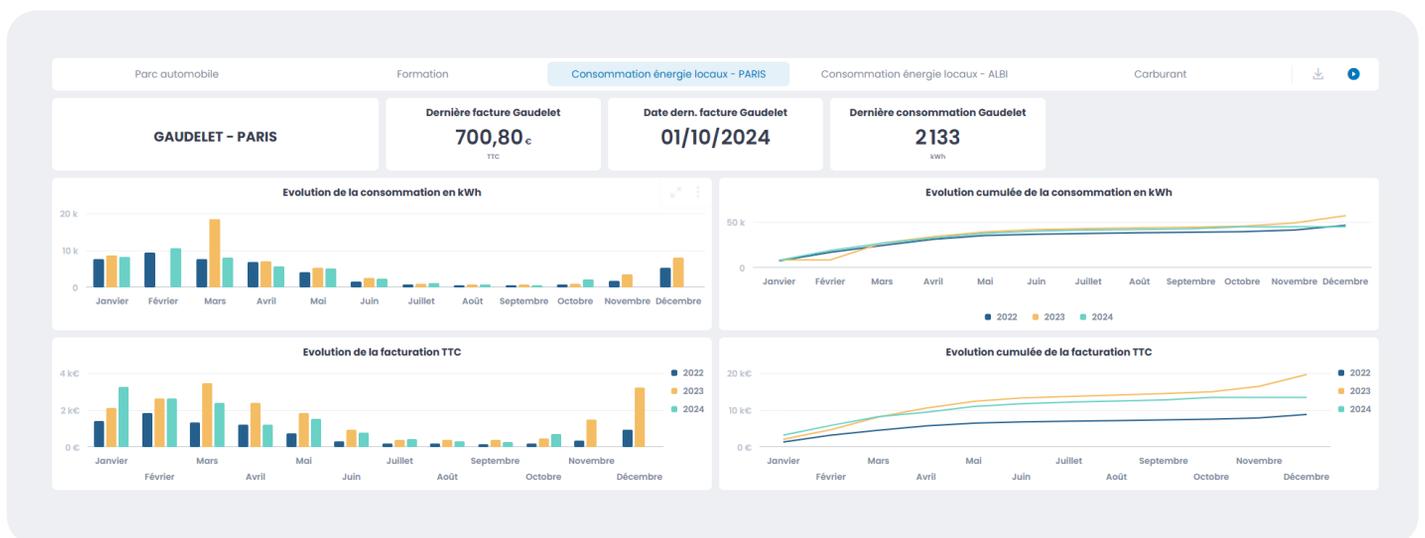
Visibilité accrue sur notre consommation.

Mise en perspective des coûts et suivi des variations.

Réduction des dépenses énergétiques et optimisation des usages.

Données utilisées :

- Factures fournisseurs (électricité, chauffage).
- Tableaux Excel consolidés avec MyReport pour une analyse dynamique.



3

Suivi des formations : investissement sur le capital humain.

Pourquoi cet indicateur ?

Nous considérons que la **montée en compétences de nos collaborateurs** est un axe essentiel de développement.

Grâce à notre reporting ESG, nous suivons :

- Le nombre de formations suivies par collaborateur.
- Le budget formation alloué chaque année.
- L'évolution des compétences clés au sein de l'entreprise.



Bénéfices concrets :

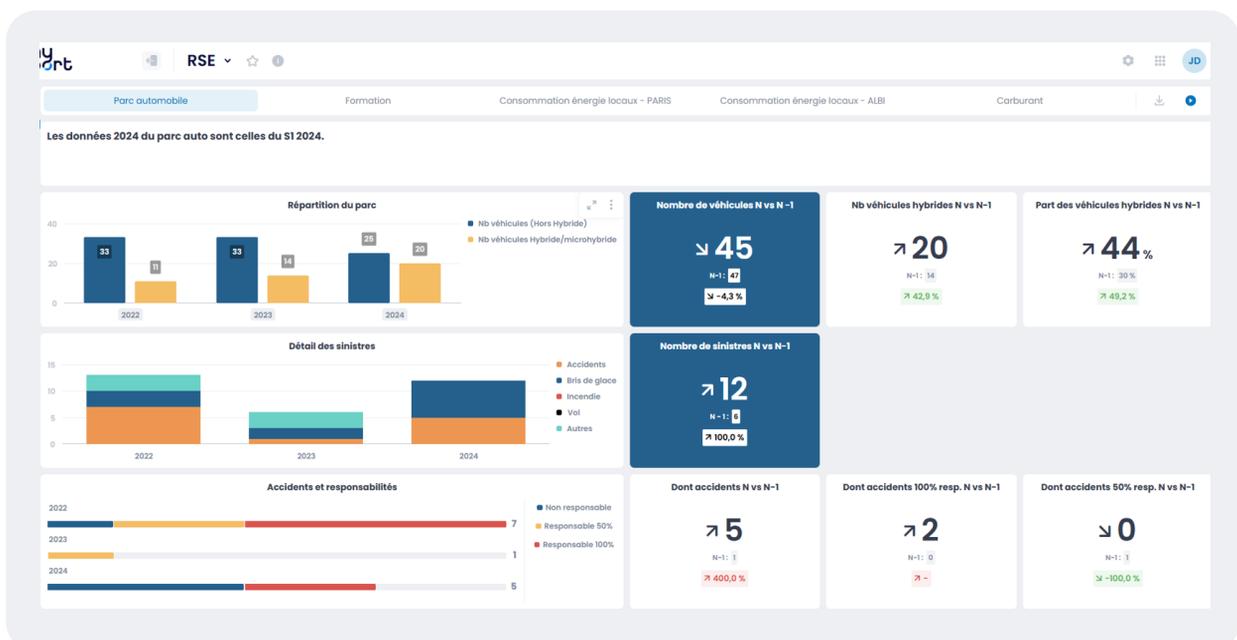
Valoriser et renforcer l'investissement RH.

Fidéliser les collaborateurs grâce à un plan de formation structuré.

Optimiser le développement des compétences en fonction des besoins stratégiques.

Données utilisées :

- SIRH pour collecter les informations sur la formation.
- MyReport pour analyser ces données et les intégrer dans une **vision globale du capital humain**.



Conclusion

07

Le reporting extra-financier : une contrainte ou un levier stratégique ?

Le reporting extra-financier n'est plus une option pour les entreprises : qu'il soit réglementaire, stratégique ou exigé par les parties prenantes, il devient un élément central du pilotage de la performance et de la pérennité des organisations.

Si la CSRD impose un cadre structurant, elle met aussi en lumière un besoin fondamental : collecter, fiabiliser et exploiter des données ESG de manière efficace. Mais cette obligation réglementaire peut aussi être transformée en opportunité. En structurant son reporting ESG, une entreprise ne se contente pas de répondre aux exigences de conformité : elle gagne en transparence, en compétitivité et en capacité d'anticipation.

Pour le DAF, c'est une évolution naturelle de son rôle. Déjà garant de la fiabilité des données financières, il est l'interlocuteur privilégié pour piloter et centraliser ces nouveaux indicateurs, tout en travaillant en synergie avec la DRH, la RSE et la direction générale.

Cependant, produire un reporting ESG de qualité reste un défi technique et organisationnel :

- Les données sont dispersées dans plusieurs outils et services.
- Les process manuels sont chronophages et sources d'erreurs.
- Les exigences réglementaires évoluent rapidement, nécessitant une grande agilité.

C'est ici qu'un outil comme MyReport

prend tout son sens.

En centralisant les données ESG, en automatisant les reportings et en garantissant leur fiabilité, MyReport permet aux entreprises de structurer un reporting extra-financier précis, conforme et actionnable, sans complexité excessive.



Et si vous passiez à l'action dès maintenant ?

Découvrez comment MyReport peut vous aider à simplifier votre reporting ESG.

Demandez une démonstration
personnalisée dès aujourd'hui



MyReport : votre alliée pour exploiter tout le potentiel de vos données simplement.

MyReport en quelques mots:

1. Collecte, centralisation, nettoyage, modélisation, organisation et partage des données
2. Des reportings et tableaux de bord fiables, compréhensibles et automatisés
3. Aucune compétence technique approfondie requise
4. Une vue à 360° de la performance pour chaque équipe



Une solution plébiscitée par les utilisateurs d'outils de BI :

1. Numéro 1 en facilité d'usage et dans la data préparation
2. 98% des sondés la recommandent à un tiers
3. 8,1/10 en réussite de projet et 8,4/10 en rapidité de mise en œuvre.

Source : Sondage via la BI Survey effectué par l'institut BARC... (expert international en sélection et stratégie d'analyse des logiciels de BI) auprès de 3000 utilisateurs de 36 solutions différentes dans le monde.

À propos de MyReport.

Créée en 2001, MyReport accompagne les PME dans leur croissance, en les aidant à saisir de nouvelles opportunités, s'adapter aux évolutions du marché et prendre des décisions éclairées.

MyReport s'appuie sur un réseau de plus de 100 distributeurs et éditeurs sur l'ensemble du territoire et affiche un parc de près de 4 000 clients finaux représentant près de 48 000 utilisateurs. Organisée autour de directions régionales à Albi, Bordeaux, Lille, Lyon, Nantes et Paris, MyReport compte une centaine de collaborateurs.

Les secteurs où nous sommes présents

- Agroalimentaire
- Association
- Banque/assurance
- Commerce de détail et grande distribution
- Construction, bâtiment et travaux publics
- Culture, sports et loisirs
- Enseignement
- Équipement
- Hôtellerie et restauration
- Immobilier
- Industrie textile
- Informatique
- Logistique et transports
- Santé, etc.



4000
clients



48 000
utilisateurs



Demandez votre démo ici !

my report

**Boostez la
qualité de vos
données avec
MyReport, dès
maintenant !**

myreport.fr